



## Déclaration liminaire au CTL du 31 mai 2018

Monsieur le Président,

Après les salariés d'Air France, les salariés de la SNCF ont massivement rejeté la réforme gouvernementale de leur entreprise. Contrairement à ce qu'annonce quotidiennement par les médias, « le mouvement s'essouffle », les salariés de la SNCF poursuivent leur action, soutenus par les usagers qui ont bien compris qu'ils défendent un intérêt commun, le maintien du transport ferroviaire public sur tout le territoire. Cette garantie volerait en éclat avec la privation sous-jacente de la réforme engagée : le service public n'a pas pour finalité les dividendes versés aux actionnaires, mais bien le service rendu à l'utilisateur.

Comme les cheminots, les agents de la Fonction publique se sont une nouvelle fois mobilisés le 22 mai dernier pour défendre les services publics et les valeurs qu'ils incarnent : laïcité, égalité, gratuité, indépendance, solidarité, ainsi que le modèle social public. Ils se sont élevés contre le plan CAP 2022, contre les 120 000 suppressions d'emplois annoncées, contre la fin du statut protecteur pour les usagers, contre la privatisation de ses missions, contre la mobilité forcée...

La CGT Finances Publiques s'est engagée pleinement avec les personnels dans ce mouvement de contestation sociale sans équivalent aujourd'hui dans la Fonction Publique. Des mobilisations ont lieu partout dans les départements depuis plusieurs semaines, comme en Essonne où l'opération « Ran morte », qui a provoqué la fermeture des CDF/SIP d'Evry et de Corbeil, a permis aussi d'informer les usagers du sort qu'entendait leur réserver cette réforme : **disparition des services de proximité ; un accueil physique qui se réduit au fil des mois, et l'Essonne en est une triste illustration, pour totalement disparaître, à court terme, remplacé par le « tout internet » ; des services qui deviendraient payant** comme l'aide à la déclaration de revenus moyennant 39 € par les services de La poste !

La pétition qui leur a été proposée à Yerres et Massy a été massivement signée par les usagers. Des élus sont venus soutenir les agents mobilisés du site de Yerres. Agents, usagers, élus, TOUS entendaient défendre LE service public.

On pourrait supposer que ce « message » n'est pas arrivé à Bercy...

Pourtant, ce 24 mai, est arrivé dans nos messageries professionnelles « L'essentiel, La plateforme d'information en continu des agents des administrations économiques et financières ». Sous le titre « Forum AP 2022 : ce qu'ont dit les Français », on apprend que le 2 mai à Bercy, Thomas Cazenave, délégué interministériel à la transformation publique, s'est exprimé sur les résultats de la consultation sur les services publics. Présenté sous l'angle « Quelles leçons en tirer pour l'avenir du service public ? »... on peut donc supposer que les réponses auront pour ligne de mire les attentes des usagers, sinon quel intérêt ?

On y lit (quelques extraits) :

« Les résultats traduisent de fortes attentes autour de quatre thématiques récurrentes :

- **un attachement profond des usagers au service public et à ses valeurs** en dépit d'un sentiment de dégradation de celui-ci... Les usagers notent et insistent sur le caractère spécifique du service public et de ses valeurs, et en même temps, ils dressent un constat assez sévère sur l'évolution de celui-ci. On peut mettre en regard la vision des usagers du service public avec la vision des agents publics. A de nombreux endroits, elle est convergente...
- une préoccupation majeure en ce qui concerne **l'accessibilité au service public**, traduite par des inquiétudes autour de la dématérialisation des services aux usagers mais également un désir d'élargissement des horaires d'accès. La question du risque de recul de l'accès direct aux agents publics revient de façon récurrente...
- une volonté de **simplicité**... un service plus simple, plus rapide
- **une relation ambivalente au numérique** : ... le désir d'une offre digitale plus riche apparaît ainsi très nettement... Pour autant, la perte du contact humain au profit de services digitaux constitue un vecteur de dégradation pour de nombreux contributeurs... »

Quelles conclusions tire l'auteur de ces constats :

- « il y a donc le sentiment d'une dégradation à laquelle il faut répondre »
- « **On ne peut pas imaginer un programme de transformation qui aurait pour effet demain d'éloigner les citoyens du service public, quels que soient les territoires où ils vivent** », insiste Thomas Cazenave.
- passons sur le « gloubiboulga » concluant le 3<sup>o</sup> thème...
- pour finir par : « *Les Maisons de Services au Public* » !

De cette farce indigeste notre administration s'est nourrie pour répondre aux attentes des usagers et des personnels > se reporter au 3<sup>o</sup> paragraphe, en gras dans le texte !!!

Mais la comédie n'a que trop duré : les services sont asphyxiés par le manque de personnels. La pression sur les résultats (en contrôle fiscal) et l'accomplissement des missions, coûte que coûte, dégradent chaque jour davantage les conditions de travail : stress, pleurs au bureau, agents sous anxiolytiques ou antidépresseurs, augmentation des arrêts maladie, burn-out, des demandes de mutation alors que les agents ne changent pas de domicile parce que le management de leur chef de service n'est plus supportable... des alertes remontent régulièrement à la direction, pour ne pas arriver à **l'incident de trop**.

**Monsieur le Président, par cette déclaration nous vous demandons de faire remonter à Bercy la souffrance des agents de la DDFiP de l'Essonne dont vous avez par ailleurs la responsabilité : cette situation n'est plus tolérable !**